

Avis adopté

Séance plénière du 25 octobre 2023

*Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste
Rapport annuel sur l'état de la France en 2023*

Déclaration du groupe des Non-Inscrits

A la lecture du RAEF 2023, trois enseignements en ressortent du diagnostic effectué par notre assemblée sur l'Etat actuel de notre pays.

Le constat de l'accroissement des inégalités dressés est alarmant et se traduisent entre autres par de plus grandes difficultés d'accès à l'emploi, à la santé, aux services publics, à la mobilité.

Or, nous le savons, ces inégalités créent de la fracture sociale et affaiblissent le potentiel économique national.

Le rapport démontre également qu'il existe une diversité des situations de pauvreté selon les territoires et selon le type de ménages.

Cela pose donc la question de la réévaluation des prestations sociales et des rémunérations afin que nous puissions assurer un niveau de vie décent à chacun.

Nous tirons également la sonnette d'alarme pour nos compatriotes des Outre-mer qui font face à une situation de pauvreté extrêmement élevée.

L'inflation ne fait qu'aggraver la situation et le système de redistribution est encore inégalitaire et il est important de remédier à cette situation.

Nous saluons le travail de la rapporteure, de l'administration et des membres de la commission Economie et Finances.

Ce rapport doit nécessairement nous interroger collectivement ainsi que les décideurs sur les objectifs des prochaines politiques publiques et sur leur efficacité à court terme.

En effet, il est nécessaire d'agir vite et bien afin de prendre des décisions qui pourraient avoir un impact positif sur les marges de manœuvre à venir. Cela passe notamment par plusieurs mesures que le rapport s'efforce de préciser à travers l'ensemble de ses préconisations.

Le groupe a voté cet avis.